

**MODIFICATION DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA REGIE D'AVANCES  
DU SERVICE MUNICIPAL JEUNESSE  
ANNULE ET REMPLACE LA DECISION n°02-2024-EJE**

Le Maire de la commune de Septèmes-les-Vallons,

**Vu** décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

**Vu** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 17 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la décision n°03-2019-EJE relative à l'acte constitutif d'une régie d'avances pour le service municipal jeunesse ;

**Vu** la décision n°02-2024-EJE modifiant l'acte constitutif de la régie d'avances du service municipal jeunesse ;

**Vu** l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 16 octobre 2025 ;

**CONSIDERANT** que la liste des dépenses n'était pas assez exhaustive, la nature des dépenses sera énumérée avec précision ;

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** - Il est institué une régie d'avances auprès du service municipal jeunesse de la commune de Septèmes-les-Vallons, communément désigné sous l'appellation Espace Jeunes Septèmes municipal.

**ARTICLE 2** - Cette régie est installée au 52 Avenue du 8 mai 1945 à Septèmes-les-Vallons.

**ARTICLE 3** - La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses courantes lors des sorties et séjours : alimentation, restauration (montant unitaire du repas : 30 euros maximum) et achat de denrées, titres de transport, entrées, spectacles, arrhes, carburant, péage, parking, forfaits et assurance ski.
- Fournitures de matériels bricolages et consommables audio-visuels (Piles, cartes mémoire), dépenses de santé.

**ARTICLE 4** - Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- 1° : espèces ;
- 2° : carte bancaire.

**ARTICLE 5** – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du comptable assignataire de la Trésorerie de Berre.

**ARTICLE 6** - L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

**ARTICLE 7** - Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 8 000 € (huit mille euros).


**ARTICLE 8** - Le régisseur verse auprès du comptable assignataire la totalité des justificatifs des opérations de dépenses au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 9** - Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10** - Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11** – Le Maire de Septèmes-les-Vallons et le comptable public assignataire de la Trésorerie de Berre sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT à Septèmes-les-Vallons, le 16 octobre 2025

 Le Maire,  
  
André MOLINO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

013-211301064-20251016-34-2025-EJE-1-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/10/2025

Publication : 21/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

